

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21209 - 78ÈME ANNÉE

Poursuite de la mobilisation pour le retrait du projet du gouvernement

Retraites : 10e journée d'action dans l'unité syndicale à La Réunion



La 10e journée de mobilisation pour le retrait du projet de loi sur les retraites a été marquée à La Réunion par deux défilés à Saint-Denis et à Saint-Pierre. Un grand nombre de manifestants a rappelé la détermination à poursuivre le combat jusqu'au recul du gouvernement.

Ce 28 mars était la 10e journée de mobilisation dans l'unité syndicale pour le retrait du projet de loi sur les retraites du gouvernement. A l'appel de l'Inter-syndicale composée de la CGTR, la FSU, FO, l'UNSA, SOLIDAIRES, la Cfdt, le SAIPER-UDAS, la CFTC, la CFE-CGC, la Fédération générale des retraités de la fonction publique, l'UNEF et ATTAC, deux défilés avaient lieu à Saint-Denis et à Saint-Pierre.

De nombreux manifestants ont participé hier à ces actions qui ont rappelé la détermination à poursuivre la lutte jusqu'au recul du gouvernement.

Appliquer la retraite à 64 ans avec 43 années de cotisation aura en effet des conséquences plus graves à La Réunion qu'en France compte tenu d'un chômage trois fois plus important. Cela signifiera un appauvrissement des retraités et encore moins de possibilité pour les jeunes d'avoir droit à un emploi, car ce nouveau régime poussera à travailler au moins jusqu'à 64 ans pour espérer ne pas vivre sous le seuil de pauvreté jusqu'à la fin de ses jours.

Après l'adoption du texte par le Parlement avec l'utilisation par le gouvernement de l'article 49-3, les appels à la démission de responsables politiques se

sont multipliés hier dans les défilés. Outre le président de la République et la Première ministre, étaient également visés les quatre sénateurs de La Réunion qui ont voté pour le projet de loi du gouvernement. Ce vote se situait à l'opposé de celui des sept députés de La Réunion, qui ont voté contre ce texte de régression sociale.

La mobilisation va continuer, car elle est le dernier rempart face à l'application du projet du gouverne-

ment. C'est en effet une bataille décisive qui se joue. Car d'autres textes de régression sociale sont en préparation. Gagner la bataille des retraites sera un moyen décisif de peser sur les prochaines décisions du gouvernement.

M.M.

10e journée d'action dans l'unité syndicale pour le retrait du projet de loi

28 mars : le PCR dans la mobilisation pour les retraites



Comme lors des neuf précédentes journées d'action, des militants du Parti communiste réunionnais étaient hier dans les défilés de l'Intersyndicale pour rappeler l'opposition du PCR au projet de loi sur les retraites et la solidarité avec les luttes des représentants des travailleurs.

Depuis le début de la bataille pour le retrait du projet de loi du gouvernement sur les retraites, le Parti communiste réunionnais est solidaire de la lutte des syndicats. Cela s'est confirmé hier dans les défilés de Saint-Denis et de Saint-Pierre avec la présence dans

les cortèges de militants du Parti.

Dans son communiqué du 27 mars, le PCR rappelait que « l'application d'une telle loi signifierait un appauvrissement général des retraités et une augmentation du chômage des jeunes. Le chômage de masse présent depuis plus de 50 ans et les bas salaires imposés à la grande majorité des travailleurs rendent impossible le droit à une retraite digne pour tous les Réunionnais dans ces conditions ».

Hier encore, le PCR était au rendez-vous des luttes du peuple réunionnais.

Ce 29 mars à Paris

Maurice Gironcel au colloque du PCF « Outre-mer : La différenciation au service du développement et de l'égalité républicaine »

Le PCF organise une journée Outre Mer le 29 mars au siège du PCF. Maurice Gironcel représente le PCR et interviendra en présence notamment de Serge Letchimy, Président du Conseil exécutif de Martinique, Gabriel Serville, Président de l'Assemblée de Guyane et Huguette Bello, Présidente de la Région Réunion, de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, Eliane Assassi, Présidente du groupe CRE au Sénat, André Chassaing, Président du groupe GDR à l'Assemblée nationale et de nombreuses personnalités. Voici le communiqué du PCF présentant cet événement.

« Le PCF souhaite contribuer à répondre aux difficultés urgentes et immédiates des Outre-Mer et participer aux réflexions des partis progressistes des Outre-Mer sur le devenir de ces territoires dans le respect de leurs histoires et spécificités respectives.

Fidèle à la longue tradition historique qui le lie aux peuples des Outre-mer et conscient de l'importance des enjeux actuels, le Parti communiste français entend participer à ce travail de réflexion et de propositions, ainsi qu'il l'a toujours fait à chaque rendez-vous décisif entre les Outre-mer et la République.

Le PCF organise un colloque ouvert au plus grand nombre en liaison avec le groupe Communiste, Républicain, Citoyen et Ecologiste (CRCE) au Sénat et le groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine (GDR) à l'Assemblée nationale, rassemblant les député.e.s communistes et dix député.e.s d'Outre-Mer.

En mai 2022, sept responsables des exécutifs locaux

ont signé un véritable cri d'alerte avec l'Appel de Fort-de-France. En septembre, la Feête de l'Humanité organisait une rencontre avec des parlementaires des Outre-mer.

Tout récemment, la majorité des députés de ces territoires se sont réunis en séminaire à Cayenne. L'État, de son côté, a engagé un processus d'échanges assorti d'un calendrier précis.

Le PCF souhaite participer à la réflexion en cours sur les relations entre les Outre-mer et le pouvoir central en vue notamment de définir, pour chacun des territoires, le cadre institutionnel le plus propice à son développement. Vingt ans après la révision constitutionnelle qui a institué le « statut à la carte », une nouvelle étape s'impose qui demande, à son tour, des réponses à la hauteur des défis.

L'objectif de cette première rencontre est d'apporter un éclairage sur le champ des possibles, sur les évolutions souhaitées et sur les démarches déjà engagées par les acteurs locaux. Elle doit permettre de faire ressortir les points de convergence mais aussi la nécessité de s'orienter résolument, dans le cadre de la République française, vers une différenciation réelle des politiques publiques respectueuse du droit à l'égalité. »

Bureau de presse du PCF,
Paris, le 27 mars 2023

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Touzour la réprèssion dan la Palèstine, é sa lé pa pré d'arété

Mézami mi sorte rogarde in pé dsu google oussa néna manifèstassion é sak la étone amwin in pé sé ké néna in kantité d'moune i manifèste dann l'éta d'Israël. Pou kossa zot i manifèste ?

Sinploman pars gouvèrnman Netanyahu la désside fé in réform lo sistème judissyèr. Anfète, lo réform an késtyon sé in kontre-réform é son bi sé d'afébli lo pouvoir jidissyèr, ranfors lo pouvoir lézislatif épi égzékitif.

Lo fon dé shoze sé pou mète bande israélien zarab épi bande palèstinien an gran difikilté par rapor bande juif...

Zot i koné lékilib rante lé troi pouvoir, egzékitif, lézislatif épi zidissyèr néna in bi sé d'ranfors la démokrassi. Si tèlman k'okin pouvoir i gingn fé disparète lé dê zot. Mé lo bi vizé i korèspon d'aprè sak bande zoinalist la di, in sorte apartheid tèl fasson ké bande priviléjyé i rotrov azot avèk in pouvoir ranforssé é bande z'israélien arab épi bande palèstinien i artrouv azot afébli dovan lo pouvoir.

La kriz-la i razoute avèk in n'ote kriz k'i apèl la korupssion. Si tèlman bande umorist israélien, dovan bande zinégalité néna dann la sossyété, i di dann Israël, le tièr d'moune i travaye, lo tyèr i fé sèrviss militèr, lo tyèr i pèye zinpo mé lo problèm sé ké sé touzour lo mèm tyèr é bonpé d'moune i travaye

pa, i fé pa sèrviss militèr, épi i pèye pa l'inpo. Arzoute avèk sa zot i partaz bande zidé l'ékstrème droite anti palèstinien épi anti arabe.

Zordi mi sorte antande lo gouvèrnman Netanyahu la désside momantanéman, rotir son profé d'réform zidissyèr. L'èr-la lo bande partizan la kontre-réform la rokomanss manifèsté, bande zadvèrsèr la pa arète manifèst é lo bande soutien amérikin i koné pa tro kossa néna po fèr. Zot i baz si tèlman dossi léstrème droite épi l'éta pou provok l'Iran an distanss... Mé sé l'èr ké lé shoze i va pi, pars l'Iran avèk l'Arabie saoudite la anklansh in prossessus pou fé l'union avèk la Chine pou intèrssédé.

Sa i anpèsh pa bande palèstinien ète réprimé : dopi komansman l'ané katrovin-diss palèstinien lété assassiné é la roprèssion i kontinyé avèk bande kolon i atake bande vilaz palèstien épi bann palèstinien i riposte konm zot i gingn é l'armé dan toussa, el i fé konmsi de rien n'été.

In sityassion a suiv, sa lé sir ; a bon antandèr salu.

Justin